

son intention de soutenir davantage les efforts de défense de l'OTAN en vue de préserver un équilibre stratégique qui atténue le risque d'une guerre et favorise l'amélioration des relations.

MBFR et SALT

Trente ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'objectif fondamental reste, pour tous les pays, d'éviter à tout prix, l'éclatement d'un conflit aussi grave. Il s'agit, avant tout, d'empêcher les hostilités chaque fois que c'est possible ou, si l'on n'y réussit pas, de mettre un terme aux escalades susceptibles d'amener un affrontement nucléaire entre les superpuissances. Il faut apporter une attention immédiate et vigilante au contrôle des armements et à la réduction des forces armées; la CSCE ayant été menée à bon terme, le Canada espère que l'on ne tardera pas à voir un réel progrès dans les négociations qui se déroulent à Vienne entre les pays de l'OTAN et ceux du pacte de Varsovie sur la réduction éventuelle et équilibrée des forces armées en Europe centrale (MBFR: Mutual and Balanced Force Reductions) et dans les entretiens sur la limitation des armes stratégiques (SALT: Strategic Arms Limitations Talks), que les États-Unis et l'Union soviétique poursuivent à Genève.

À la fin de 1975 — en dépit de l'entrée en vigueur, pendant l'année, de l'accord sur la deuxième étape du désengagement des troupes au Sinaï qui marquait un premier pas, hésitant il est vrai, vers la solution des tensions qui y subsistent — le Moyen Orient demeurait la menace la plus compromettante pour la paix mondiale. Le Canada s'inquiète du danger toujours présent d'un conflit armé et d'un affrontement des grandes puissances. Il poursuit sa politique d'équilibre et d'objectivité en participant aux opérations de maintien de la paix et en appuyant les initiatives qui vont dans le sens d'un règlement définitif tenant compte des intérêts légitimes de toutes les parties.

Les hostilités d'Indochine se sont terminées en 1975, mais, vers la fin de l'année, les événements d'Angola menaçaient d'étendre les combats à l'ensemble de l'Afrique australe et amenaient les observateurs à s'interroger sur la validité et la viabilité de la détente. S'il est vrai que les négociations SALT et MBFR avaient grandement contribué à créer un climat de stabilité stratégique et de détente politique, rien n'annonçait encore un progrès immédiat dans la

limitation des armes stratégiques ou dans la réduction des forces armées, en Europe. C'est ce qui incite le Canada à prôner la dissuasion et la concertation au sein de l'OTAN tout en recherchant le désarmement et l'instauration d'une coopération internationale mutuellement bénéfique.

Conférence sur la coopération économique internationale

À la fin de l'année, les pays industrialisés de l'Ouest commençaient enfin à se libérer de la récession mondiale apparue en 1973; l'inflation galopante, la hausse du chômage et la croissance négative étaient neutralisées et on observait même, dans certains secteurs, qu'une tendance inverse s'amorçait. Malgré les signes d'une légère remontée économique, il semblait douteux que l'on puisse revenir à l'expansion économique générale et soutenue du début des années soixante-dix. La récession internationale avait révélé les faiblesses et les insuffisances tant du système monétaire international mis en place après la guerre que des modalités traditionnelles du commerce international; elle avait aussi ébranlé l'hypothèse d'une croissance économique illimitée.

Les effets conjugués de l'inflation galopante et de la récession qui, fait nouveau, sévissaient en même temps — en particulier, la hausse des prix du pétrole, des aliments et des engrais — ont créé une tension constante dans les relations économiques internationales, notamment dans les relations entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement où ces effets se sont fait sentir le plus intensément et en fonction inverse du degré de développement. Ces pays, aux prises avec — en ce qui concerne les importations — la hausse des prix de l'énergie et des produits manufacturés et — en ce qui concerne les exportations de matières premières — une demande et des recettes incertaines, se trouvaient dans une véritable impasse.

La septième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies a marqué un pas important vers l'établissement d'un dialogue entre pays du Nord et du Sud, dialogue qui devrait fournir une base solide à la coopération économique entre tous les pays — industrialisés ou non, consommateurs ou producteurs, riches ou pauvres — et leur permettre d'affronter l'avenir avec confiance. Dans des débats caractérisés par un climat de coopération encourageant, l'Assemblée générale a adopté,